



# La Commune



## Pourquoi la gauche abertzale est en crise

La rupture de stratégie de Sortu et ETA avec l'acceptation de la formule de réinsertion individuelle imposée par l'État espagnol accentue les critiques faites à leur égard. ATA (Aministia ta Askatasuna), lors d'une assemblée d'ex-prisonniers et exilés, réaffirme la scission du mouvement de la gauche abertzale<sup>1</sup>. Enfin les prochaines élections risquent de confirmer le recul historique de la gauche abertzale.

Les dissensions entre *Sortu*<sup>2</sup> et *ATA* sur la question des prisonniers et des exilés s'accroissent. En fait, il faut revenir au 12 janvier 2016 pour comprendre la crise que traverse la gauche abertzale. Ce jour-là, un « accord » est passé : il s'agit de la transaction pénale qui a permis à 35 militants et dirigeants indépendantistes, dont Aurore Martin et Haizpea Abrisketa, d'éviter la prison. Ces militants acceptent en contrepartie la démarche de réinsertion individuelle exigée par l'administration pénitentiaire, doivent assumer leur responsabilité individuelle dans les actes commis au sein d'*ETA*, reconnaître les torts causés aux victimes, s'engager à les indemniser et jurer renoncer à tout acte de violence.

### « Réinsertion » individuelle ou amnistie collective

Cette acceptation remet en cause le positionnement des prisonniers qui, durant des années, ont rejeté cette formule. Pendant des années, le mouvement de libération nationale basque a demandé à ses militants de rejeter la voie Nanclares<sup>3</sup>, c'est-à-dire de refuser les propositions de réinsertion individuelle, au risque de se faire exclure du collectif des prisonniers. C'est ce qui est arrivé à Idioa Lopez Riano, alias « La tigresse », militante d'*ETA*, membre du commando Madrid, accusée de 23 assassinats dont une douzaine de gardes civils. Ce qui reste en travers de la gorge de nombreux abertzales. Si cet accord demeure, sur les 400 prisonniers politiques, une centaine pourrait sortir de prison s'ils acceptent les termes de l'« accord » imposé par l'État espagnol. Toutefois, 200 prisonniers ont été jugés et condamnés depuis 2003, sur la base du nouveau code pénal qui exige un minimum de 40 ans d'incarcération. Pour eux, l'« accord » ne s'applique pas. Sur les 400 prisonniers, 95 % ont le statut de premier degré et ne bénéficient d'aucun aménagement de peine. En acceptant cet accord, le 12 janvier, *Sortu* et *ETA* entérinent les différents statuts des prisonniers sur lesquels joue l'État espagnol.

### Tentatives d'intégration au système

Lors d'une assemblée d'ex-prisonniers et exilés, *ATA* reproche publiquement à *Sortu*, à *ETA* et au collectif des prisonniers *EPPK* de renoncer à l'amnistie et aux mobilisations de rue. *ATA* accuse Arnaldo Otegi d'avoir employé le mot « terroriste » dans une conférence de presse pour qualifier l'activité d'*ETA*. *ATA* considère que le changement de stratégie, réalisé par la gauche abertzale pendant ces sept dernières années, a amené le mouvement de libération nationale basque à une crise sans précédent : « *Ce changement de stratégie a été un coup monté par une fraction de la Gauche Abertzale, pour intégrer notre mouvement au sein du système et liquider le Mouvement de Libération Nationale, la Révolution Basque et même l'abertzalisme socialiste révolutionnaire. Cette manigance, une fois l'illusion, l'euphorie et la fascination initiales dissipées, a généré, au sein du Peuple Travailleur Basque frustration, tristesse, désaffection, méfiance, confusion, dépolitisation et démobilisation, et a bloqué notre lutte de libération nationale* » .

### Lutte de classes ou intégration au jeu institutionnel

Le 12 avril, le mouvement pour l'amnistie et contre la répression ATA envoie une lettre à tous les prisonniers, où il leur demande de rejeter la formule des demandes de sortie individuelle et met en avant l'amnistie, « *instrument essentiel qui maintient la dimension politique du conflit* ». Au delà de la critique du changement de stratégie dans le combat pour l'amnistie, ATA entend défendre une ligne lutte de classe contre le capitalisme et les états français et espagnols. Pour ATA, il existe aujourd'hui deux philosophies : une réformiste et opportuniste et une autre abertzale et socialiste révolutionnaire : « *elles s'opposent mutuellement tous les jours clairement et inévitablement. L'unité est impossible quand au sein du même mouvement coexistent des stratégies totalement opposées et deux lignes politiques absolument antagonistes. Quelques uns et quelques unes veulent s'intégrer dans le jeu, normes et institutions du système capitaliste français et espagnol, pendant que d'autres, au contraire, veulent détruire et anéantir le système, pour pouvoir bâtir une Euskal Herria : euskaldun, indépendante, réunifiée et socialiste. Au milieu d'une crise stratégique aussi grave, le fonctionnement normal de majorités et minorités ne peut plus avoir lieu. Jamais* ».

**Francis Charpentier,**  
**03-06-2016**

**1.** A l'origine, La Gauche abertzale (ezker abertzalea en basque), est une entente de différents partis politiques, organisations et syndicats de gauche et abertzale. Abertzale signifie littéralement : « amants de la patrie »

**2.** Sortu (prononcer shortou) (naître, apparaître en basque) est un parti politique de l'État espagnol actif dans les communautés autonomes du Pays basque et de Navarre. Il a été créé le 9 février 2011. Il est idéologiquement situé dans la gauche abertzale

**3.** nom de la prison de Naclares de Oca située au sud de l'Araba, où se trouvent incarcérés les quelques prisonniers basques qui ont accepté ces conditions

---

Modifié le mardi 07 juin 2016

---

## Voir aussi dans la catégorie Pays Basque



Une seule exigence : L'amnistie de tous les emprisonnés et exilés

Le Mouvement pour l'Amnistie mobilise pour le droit à l'amnistie pour l'ensemble des prisonniers et exilés politiques. La bataille pour l'amnistie est hautement politique, elle est partie... >>

---

Pourquoi la gauche abertzale est en crise

La rupture de stratégie de Sortu et ETA avec l'acceptation de la formule de réinsertion individuelle imposée par l'État espagnol accentue les critiques faites à leur égard. ATA (Aministia ta... >>



Le Mouvement pour l'Amnistie et contre la répression ...Et la compromission

Le mouvement abertzale 1 de gauche est divisé sur la question des prisonniers et exilés politiques. Le nouveau Mouvement pro- Amnistie et contre la Répression conteste la politique menée par la... >>

Les élections générales viennent d'avoir lieu au Royaume d'Espagne avec des résultats inattendus. La surprise est venue avant tout de la Catalogne et du Pays Basque où Podemos est arrivé en... >>

---

Quarante ans après l'exécution de Txiki et Otaegi(1), la répression continue

Les États français et espagnols n'ont de cesse de traquer les militants politiques basques, les arrestations se multiplient des deux côtés de la frontière. Les polices travaillent main dans la... >>

---

Entre répression et alliances contre-nature

Les gouvernements successifs de l'État Espagnol ont maintenu une politique de répression envers les militants basques. Le gouvernement Rajoy ne fait pas exception. Nombre de militants sont... >>

---